

PRÉSENTATION

Aux membres du conseil des commissaires

C'est avec fierté que nous vous présentons le Rapport financier 2001-2002 de la Commission scolaire Marie-Victorin. En plus des états financiers traditionnels, on y trouve des informations supplémentaires qui permettent de mieux comprendre les activités de la Commission, ainsi qu'un état de résultats pour chaque unité administrative.

L'information présentée au présent document est la responsabilité de la Direction générale et plus particulièrement du Service des ressources financières. Les états financiers ont été préparés conformément

aux principes comptables généralement reconnus pour les commissions scolaires. Ces états ont été vérifiés par le cabinet Rocheleau, Labranche et Associés, comptables agréés, vérificateurs de la commission scolaire.

Les résultats de l'exercice 2001-2002 témoignent de l'efficacité des mesures de redressement mises en place à la fin de l'exercice 2000-2001. Le retour à la santé financière permettra maintenant de faire face à un nouveau défi : l'impact financier de la décroissance de la clientèle dans les années à venir.

Jacques Morin, M.A.P.,
Directeur
Service des ressources financières

Serge Lefebvre,
Directeur général

TABLE DES MATIÈRES

- Présentation

- Rapports financiers

- Rapport des vérificateurs	3
- Etats financiers	
- Résultats de l'exercice	4
- Surplus(déficit) cumulé	5
- Immobilisations et capital permanent	6
- Bilan	7
- Notes complémentaires	8
- Autres renseignements	15

Les données détaillées concernant chaque établissement n'ont pas été incluses ici, compte-tenu du volume que cela représente.

Le document complet faisant état du bilan financier 2002 est disponible auprès du Service des ressources financières ainsi qu'auprès du Secrétariat général.

ROCHELEAU LABRANCHE ET ASSOCIÉS

Rocheleau Labranche et Associés

Société en nom collectif de comptables agréés

PERSONNEL ET CONFIDENTIEL

PARTIE 1. LETTRE APRÈS VÉRIFICATION

Monsieur Jacques Morin
Directeur du service des ressources financières
et de l'approvisionnement
La Commission scolaire Marie-Victorin



Monsieur,

Nous avons réalisé notre mandat de vérification de l'exercice financier terminé le 30 juin 2002 et nous avons émis un rapport des vérificateurs sans réserve.

Nous avons exécuté notre mandat selon les règles et modalités préétablies et le dossier préparatoire à la vérification qui nous a été remis à notre arrivée rencontrait les ententes discutées et acceptées de part et d'autres.

Nous avons procédé à l'évaluation du système de contrôle interne et des opérations de la Commission scolaire de l'exercice terminé le 30 juin 2002. L'évaluation du système de contrôle interne a été faite dans le but de déterminer l'étendue des procédés de vérification nécessaires pour exprimer une opinion sur les états financiers de la Commission scolaire et ne dévoile pas nécessairement toutes les faiblesses du système qui pourraient exister.

Il est à noter que cette lettre se limite à indiquer les lacunes importantes relevées à l'occasion de notre vérification et qu'elle n'est pas fondée sur une étude visant à déterminer si le contrôle interne convient bien aux besoins de la direction.

Suite à l'évaluation du système de contrôle interne et des résultats de nos analyses, nous avons relevé certaines faiblesses et nous produisons un mémoire de recommandations pour l'exercice terminé le 30 juin 2002.

Dans l'ensemble, le système comptable est adéquat et les livres et registres sont bien tenus. Nous tenons à vous souligner la grande collaboration que nous avons obtenue de tout le personnel comptable de votre Commission scolaire lors de l'exécution de notre mandat et nous les remercions grandement.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Rocheleau Labranche et Associés

Société en nom collectif de comptables agréés

Boucherville, le 3 octobre 2002

1205, rue Duplex
Suite 106
Boucherville (Québec)
J4B 7M6
Tél.: 450.449.3938
Fax: 450.449.3938
rocheleau@rocheleau.com
www.rocheleau.com

6
100, boul. de la Seigneurie nord
Bureau 200
Boucherville (Québec)
J4B 5M1
Tél.: 450.433.2212
Fax: 450.433.2611

ETATS FINANCIERS

Résultats pour l'exercice terminé le 30 juin

	2002	2001
REVENUS		
Subvention de fonctionnement du MEQ	189 507 678 \$	183 598 139 \$
Revenus tenant lieu de subventions de fonctionnement du MEQ	694 419 \$	715 736 \$
Revenus des autres ministères ou organismes gouvernementaux	1 865 367 \$	431 830 \$
Droits de scolarité et revenus visant à financer un cours	899 268 \$	1 150 213 \$
Taxes scolaires	38 708 840 \$	38 553 565 \$
Autres revenus généraux de fonctionnement	1 799 295 \$	1 906 357 \$
Revenus spécifiques de fonctionnement (annexe A)	21 614 811 \$	20 668 460 \$
Revenus de fonctionnement	255 089 678 \$	247 024 300 \$
Subvention d'investissement du MEQ	10 201 655 \$	8 648 215 \$
Autres revenus généraux d'investissement	1 684 \$	255 436 \$
Revenus spécifiques d'investissement (annexe A)	237 150 \$	410 952 \$
Revenus d'investissement	10 440 489 \$	9 314 603 \$
Revenus totaux	265 530 167 \$	256 338 903 \$
DEPENSES		
Enseignement et formation	127 834 985 \$	125 650 335 \$
Soutien à l'enseignement et à la formation	47 577 767 \$	46 738 244 \$
Activités parascolaires	25 428 482 \$	24 389 877 \$
Activités administratives	11 763 518 \$	11 354 232 \$
Activités relatives aux biens meubles et immeubles	18 116 719 \$	18 292 671 \$
Activités connexes	15 799 650 \$	18 303 082 \$
Investissements	12 341 029 \$	13 130 749 \$
Dépenses totales	258 862 150 \$	257 859 190 \$
Excédent des dépenses sur les revenus	6 668 017 \$	(1 520 287 \$)
Dépenses dont le financement à long terme est à la charge de la commission scolaire ou en attente d'allocations	---	---
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	6 668 017 \$	(1 520 287 \$)

ETATS FINANCIERS

Surplus(déficit) cumulé pour l'exercice terminé au 30 juin

	2002	2001
<u>SOLDE AU DEBUT (avant analyse du MEQ)</u>	(3 467 492 \$)	(2 233 864 \$)
Redressements affectés aux exercices antérieurs :		
Exigés par le ministère :		
Ajustement allocation formation jeune	1 278 439 \$	(80 317 \$)
Ajustement allocation formation professionnelle	98 114 \$	119 292 \$
Ajustement allocation formation adulte	(1 537 \$)	105 609 \$
	<hr/> 1 375 016 \$	<hr/> 144 584 \$
Solde après analyse	(2 092 476 \$)	(2 089 280 \$)
Autres :		
Ajustement de la taxation antérieure	80 559 \$	6 149 \$
Autres	215 452 \$	135 926 \$
	<hr/> 296 011 \$	<hr/> 142 075 \$
Solde redressé	(1 796 465 \$)	(1 947 205 \$)
AJOUTER		
Résultat net de l'exercice	6 668 017 \$	(1 520 287 \$)
<u>SOLDE A LA FIN (avant analyse du MEQ)</u>	4 871 552 \$	(3 467 492 \$)
<u>REPRESENTE PAR :</u>		
SURPLUS RESERVES	4 871 552 \$	---
SURPLUS LIBRE (DEFICIT CUMULE)	---	(3 491 436 \$)
	<hr/> 4 871 552 \$	<hr/> (3 491 436 \$)

ETATS FINANCIERS

Evolution des immobilisations pour l'exercice terminé au 30 juin

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
SOLDE AU DEBUT	380 343 516 \$	379 337 685 \$
AJOUTER :		
. Amélioration, modification et transformation des bâtiments	6 049 730 \$	6 487 374 \$
. Réévaluation des terrains et bâtiments	0 \$	0 \$
. Acquisition de M.A.O. durant l'exercice	5 351 486 \$	6 321 806 \$
	<u>11 401 216 \$</u>	<u>12 809 180 \$</u>
DÉDUIRE :		
. Réévaluation des terrains et bâtiments	(2 456 070 \$)	(6 205 424 \$)
. Déclassement du MAO	(5 548 636 \$)	(5 597 925 \$)
	<u>(8 004 706 \$)</u>	<u>(11 803 349 \$)</u>
SOLDE A LA FIN	383 740 026 \$	380 343 516 \$

Capital permanent au 30 juin

	<u>2 002 \$</u>	<u>2 001 \$</u>
Capital libre	249 755 792 \$	252 368 110 \$
Fonds d'amortissement	(5 287 000 \$)	(4 909 000 \$)
Emprunts à long terme (note 9)	128 394 800 \$	85 658 216 \$
Dépenses à financer	10 876 434 \$	47 226 190 \$
	<u>383 740 026 \$</u>	<u>380 343 516 \$</u>

ETATS FINANCIERS

Bilan au 30 juin

	2002	2001
ACTIF		
Encaisse	17 466 014 \$	---
Subventions de fonctionnement à recevoir	22 056 290 \$	25 330 509 \$
Taxes scolaires à recevoir	1 807 685 \$	1 854 670 \$
Subventions d'investissements à recevoir	10 876 434 \$	47 226 190 \$
Comptes débiteurs	5 279 072 \$	5 329 456 \$
Immobilisations (note 4)	383 740 026 \$	380 343 516 \$
Autres actifs (note 5)	2 405 270 \$	2 307 342 \$
Total de l'actif	443 630 791 \$	462 391 683 \$
PASSIF		
Emprunts à court terme (note 6)	29 600 000 \$	60 539 084 \$
Taxes scolaires perçues d'avance	40 216 \$	22 718 \$
Revenus reportés	527 966 \$	621 555 \$
Comptes créditeurs (note 7)	21 505 031 \$	21 812 981 \$
Autres passifs (note 8)	3 346 001 \$	2 519 321 \$
Total du passif	55 019 214 \$	85 515 659 \$
AVOIR		
Surplus libre (déficit cumulé)	---	(3 467 492 \$)
Surplus réservé	4 871 552 \$	---
Capital permanent	383 740 026 \$	380 343 516 \$
Total de l'avoir	388 611 578 \$	376 876 024 \$
TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR	443 630 792 \$	462 391 683 \$

Engagements contractuels et éventualités (notes 12,13 et 14)

POUR LE CONSEIL

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Exercice se terminant le 30 juin 2002

1- STATUTS CONSTITUTIFS

L'organisme est reconnu en vertu des articles 111 et suivants, de la Loi sur l'instruction publique.

2- REGROUPEMENT DE COMMISSIONS SCOLAIRES

Le 1er juillet 1998, la Commission scolaire Marie-Victorin a été créée par la fusion des parties francophones des ex-commissions scolaires de Brossard, Eau-Vive, Greenfield Park, Jacques-Cartier, South Shore et Taillon.

3- CONVENTIONS ET PRATIQUES COMPTABLES

a) Présentation des états financiers -

Les états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus et sont conformes aux directives du Manuel de normalisation de la comptabilité scolaire au Québec.

b) Généralités -

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

c) Subventions -

Le montant des subventions de l'exercice est assujéti à l'approbation finale du ministère de l'Éducation.

d) Taxes scolaires -

Les revenus de taxes scolaires ne comprennent que les taxes facturées pour l'exercice financier courant. Les modifications ayant trait aux exercices antérieurs sont inscrites à l'état du surplus cumulé comme redressement de l'exercice. Cependant, les intérêts perçus sur les comptes de taxes sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité de caisse.

e) Ristournes sur les taxes à la consommation -

Les ristournes sur la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) sont comptabilisées en diminution des dépenses concernées.

Rémunération

f) -

Les rétroactivités salariales qui découlent des renouvellements des conventions collectives, du règlement de griefs ou d'autres sources, et qui se rapportent aux exercices antérieurs sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité de caisse.

Les banques de maladie monnayables au départ des employés ainsi que les vacances du personnel non enseignant sont comptabilisées uniquement sur base de caisse.

NOTES COMPLEMENTAIRES

Exercice se terminant le 30 juin 2002

g) Investissements et immobilisations -

Les dépenses d'investissements (construction et acquisition d'immeubles, amélioration, transformation et rénovation majeure, équipements et investissements, développement informatique et escompte et frais d'émission des titres de créance) sont comptabilisées en totalité comme dépenses de l'exercice.

A la fin de l'exercice les terrains et les bâtiments sont présentés au bilan à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée la plus récente. Cependant, aucune dépense d'amortissement des immeubles n'est comptabilisée. Les autres biens meubles sont inscrits à leur coût et sont assujettis à une réduction annuelle du solde cumulé en fin d'exercice au taux de 20%.

h) Emprunts à long terme -

Les emprunts à long terme sujets à une subvention et les fonds d'amortissement qui s'y rapportent, sont présentés comme éléments au capital permanent. Les opérations qui s'y rapportent sont considérées comme des opérations de capital et elles n'affectent pas les résultats de l'exercice.

i) Stocks -

La valeur des stocks n'est pas comptabilisée au bilan.

j) Surplus cumulé -

Les redressements touchant les exercices antérieurs, à l'exception de ceux prévus à la note f), sont affectés au surplus cumulé. Les données de l'exercice antérieur fournies pour comparaison ne sont pas redressées.

4- IMMOBILISATIONS

	Solde redressé au 1er juillet 2001	Acquisitions de l'exercice	Réévaluation ou déclassement	Solde au 30-juin-02
Terrains et bâtiments	357 951 820 \$	6 049 730 \$	(2 456 070 \$)	361 545 480 \$
Mobilier, appareillage et outillage	22 391 696 \$	5 351 486 \$	(5 548 636 \$)	22 194 546 \$
	380 343 516 \$	11 401 216 \$	(8 004 706 \$)	383 740 026 \$

5- AUTRES ACTIFS

	2002	2001
Congés sabbatiques	1 577 661 \$	1 399 712 \$
Frais payés d'avance	827 609 \$	907 630 \$
	2 405 270 \$	2 307 342 \$

NOTES COMPLEMENTAIRES

Exercice se terminant le 30 juin 2002

6- EMPRUNTS A COURT TERME

Les emprunts bancaires ont été contractés dans les limites des montants maximums autorisés par le ministère de l'Éducation du Québec et sont garantis par une cession des subventions du ministère.

7- COMPTES CREDITEURS

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Retenues sur contrats	576 124 \$	287 655 \$
Fournisseurs	13 844 962 \$	14 244 685 \$
Frais courus à payer	273 991 \$	580 603 \$
Salaires à payer	6 493 648 \$	6 546 655 \$
Autres	316 306 \$	153 383 \$
	21 505 031 \$	21 812 981 \$

8- AUTRES PASSIFS

Congés sabbatiques	859 140 \$	764 557 \$
Perfectionnement	286 813 \$	327 168 \$
Coupons d'obligations échus	2 103 \$	3 619 \$
Solde d'allocations diverses et comités régionaux	1 918 493 \$	1 215 773 \$
Solde d'allocation stagiaires	279 452 \$	208 204 \$
	3 346 001 \$	2 519 321 \$

NOTES COMPLEMENTAIRES

Exercice se terminant le 30 juin 2002

9- EMPRUNTS A LONG TERME

Montant de l'émission	Date d'échéance	Taux d'intérêt	Solde au 30-juin-01	Emission de l'exercice	Versement en capital & rachat	Solde au 30-juin-02
* 3 942 000 \$	2009/01/19	13.25%	3 942 000 \$			3 942 000 \$
1 282 700 \$	2001/10/15	10.25%	820 928 \$		820 928 \$	0 \$
6 950 000 \$	2003/12/01	7.50%	5 004 000 \$		278 000 \$	4 726 000 \$
4 585 000 \$	2003/03/06	7.60%	3 585 000 \$		200 000 \$	3 385 000 \$
* 3 595 000 \$	2005/03/28	13.25%	3 595 000 \$			3 595 000 \$
8 400 000 \$	2005/06/27	8.40%	3 169 000 \$			3 169 000 \$
1 675 000 \$	2001/10/15	10.25%	1 072 000 \$		1 072 000 \$	0 \$
7 425 000 \$	2003/12/01	7.50%	5 187 800 \$		319 600 \$	4 868 200 \$
4 990 000 \$	2002/04/01	5.25%	4 045 200 \$		4 045 200 \$	0 \$
1 675 000 \$	2001/10/15	10.25%	1 072 000 \$		1 072 000 \$	0 \$
1 161 700 \$	2001/10/15	10.25%	743 488 \$		743 488 \$	0 \$
15 025 000 \$	2003/12/01	7.50%	10 818 000 \$		601 000 \$	10 217 000 \$
6 560 000 \$	2005/04/01	8.26%	5 248 000 \$		262 400 \$	4 985 600 \$
16 420 000 \$	2001/10/15	5.35%	15 106 400 \$		15 106 400 \$	0 \$
3 800 000 \$	2002/04/01	5.25%	3 118 400 \$		3 118 400 \$	0 \$
14 960 000 \$	2015/12/01	6.25%	14 960 000 \$		598 000 \$	14 362 000 \$
4 400 000 \$	2006/06/01	6.356%	4 171 000 \$		229 000 \$	3 942 000 \$
5 300 000 \$	2015/12/01	6.176%		5 300 000 \$		5 300 000 \$
7 133 000 \$	2008/12/15	5.634%		7 133 000 \$		7 133 000 \$
* 20 000 000 \$	2005/05/30	4.45%		6 250 000 \$		6 250 000 \$
	2007/05/30	5.05%		10 750 000 \$		10 750 000 \$
	2012/05/30	5.90%		3 000 000 \$		3 000 000 \$
* 31 696 000 \$	2005/06/13	4.60%		7 017 000 \$		7 017 000 \$
	2006/06/13	4.90%		3 428 000 \$		3 428 000 \$
	2007/06/13	5.20%		14 885 000 \$		14 885 000 \$
	2012/06/13	6.00%		6 366 000 \$		6 366 000 \$
7 074 000 \$	2008/12/01	5.572%		7 074 000 \$		7 074 000 \$
			85 658 216 \$	71 203 000 \$	28 466 416 \$	128 394 800 \$

* Ces dettes obligataires sont assorties d'un fonds d'amortissement créé à même les subventions accordées par le ministère de l'Éducation et déposées en fidéicommis entre les mains du ministère des Finances pour pourvoir au paiement du capital et des intérêts de l'obligation à son échéance.

Les versements au fonds d'amortissement au 30 juin 2002 s'élèvent à 5 287 000 \$ et les versements exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2002-2003	2 763 000 \$	2004-2005	2 763 000 \$
2003-2004	2 763 000 \$	2005-2006	1 882 000 \$
		2006-2007	1 718 000 \$

Date	Renouvellement Montant	Solde au 30-juin-01	Versement de l'exercice	Solde au 30-juin-02
2009	667 000 \$	2 227 000 \$	131 000 \$	2 358 000 \$
2003	4 448 000 \$			
2003	3 385 000 \$			
2005	1 195 000 \$	1 920 000 \$	120 000 \$	2 040 000 \$
2005	1 899 000 \$	762 000 \$	127 000 \$	889 000 \$
2003	4 548 600 \$			
2003	9 616 000 \$			
2005	4 460 800 \$			
2015	6 588 000 \$			
2006	3 255 000 \$			
2015	1 166 000 \$			
2008	1 019 000 \$			
2005	5 353 000 \$			
2007	8 135 000 \$			
2012	1 200 000 \$			
2005	6 012 000 \$			
2006	2 772 000 \$			
2007	11 740 000 \$			
2012	3 816 000 \$			
2008	5 376 000 \$			
		4 909 000 \$	378 000 \$	5 287 000 \$

Les versements en capital exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2002-2003	3 908 000 \$	2004-2005	2 447 000 \$
2003-2004	2 709 400 \$	2005-2006	2 218 000 \$
		2006-2007	1 620 000 \$

Les rachats d'obligations échéant au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2002-2003	3 385 000 \$	2004-2005	19 420 800 \$
2003-2004	18 612 600 \$	2005-2006	6 027 000 \$
		2006-2007	19 875 000 \$

NOTES COMPLEMENTAIRES

Exercice se terminant le 30 juin 2002

10- OPERATIONS ENTRE APPARENTES (relations avec des organismes sans but lucratif)

La Commission et les arrondissements de Brossard, Lemoine, Longueuil, Saint-Hubert et Saint-Lambert de la ville de Longueuil s'échangent des locaux, des équipements et des services;
des protocoles d'entente régissent la nature et les conditions de ces échanges.

Un membre du Conseil est aussi administrateur d'un organisme sans but lucratif

«La Maison de Jonathan Inc.». La Commission a reçu et payé des services totalisant 106 180 \$ de cet organisme durant l'exercice.

11- STOCK

À la fin de l'exercice 1998-1999 la Commission a radié la valeur aux livres des stocks du service de l'imprimerie centrale conformément au Manuel de normalisation de la comptabilité scolaire au Québec. Cette décision a eu pour effet d'augmenter le déficit de l'exercice 1998-1999 d'un montant équivalent à la valeur des stocks. Cette valeur était de 862 002 \$ en 1998-1999, de 925 107 \$ en 1999-2000, de 736 290 \$ en 2000-2001 et de 691 329 \$ en 2001-2002.

12- ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Le Conseil des Commissaires a autorisé et s'est engagé par contrat pour l'exécution des travaux

de rénovation majeure suivants:

<u>Ecole</u>	<u>Projet</u>	<u>Montant autorisé</u>	<u>Montant réalisé au 30 juin 2002</u>
C.F.P. Pierre-Dupuy	Aménagement d'un stationnement	254 550 \$	8 876 \$
De la Mosaïque	Remplacement des chaudières	137 730 \$	15 798 \$
De Normandie	Aménagement du service de garde	174 257 \$	19 246 \$
Gérard-Filion	Portes coupe-feu	510 550 \$	259 256 \$
Gérard-Filion	Fenestration	538 500 \$	31 505 \$
Hélène-De Champlain	Remplacement des chaudières	111 500 \$	27 180 \$
		<u>1 727 087 \$</u>	<u>361 861 \$</u>

Au 30 juin 2002, des contrats totalisant 19 324 660 \$ étaient octroyés à des transporteurs scolaires pour un terme de 2 ans

Au 30 juin 2002, des contrats d'entretien sanitaire totalisant 2 680 731 \$ étaient accordés pour des termes variant de 11 mois à 2 ans ainsi que des contrats de déneigement totalisant 820 746 \$ pour les 2 prochains exercices

NOTES COMPLEMENTAIRES

Exercice se terminant le 30 juin 2002

13- AUTRES ENGAGEMENTS

En vertu des politiques budgétaires de la Commission, celle-ci s'est engagée à reconduire les soldes budgétaires non dépensés de ses unités administratives à l'exercice suivant. Au 30 juin 2002, cet engagement était de 12 186 912 \$.

14- EVENTUALITES

Congés de maladie

Les banques de congés de maladie non-monnayables représentent 24 510 jours.

Le total des jours de maladie monnayables non utilisés en 1997-1998, 1998-1999, 2000-2001 ainsi que 2001-2002 par le personnel enseignant totalise 7 329 jours, ce qui représente un montant évalué à 2 035 556 \$.

Litige

Une réclamation de 810 160,50 \$ plus intérêts a été déposée par «Les Constructions Ferclau Inc.» concernant des travaux réalisés à l'école André-Laurendeau. Selon la direction, cette réclamation n'a aucun fondement. De plus, la Commission réclame de l'intéressé une somme de 513 813,80 \$ représentant les pénalités reliées à la non conformité de l'exécution du contrat ainsi que les frais encourus pour pallier à la non exécution du contrat.

Créance douteuse non provisionnée

La Commission a facturé depuis 1998-99 le sous-financement des services externes rendus dans le cadre des mandats supra-régionaux qu'elle assume.

Le litige relié à ces charges n'est pas réglé et les montants facturés pourraient n'être perçu que partiellement ou pas du tout. Les montants à recevoir sont les suivants: 1998-1999 112 821\$; 1999-2000 213 577,47\$; 2000-2001 282 271,13\$ et 2001-2002 343 750,65\$.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

Exercices se terminant le 30 juin
REVENUS SPECIFIQUES PAR ACTIVITÉ

ANNEXE A

	2002		2001
	<u>Investissement</u>	<u>Fonctionnement</u>	<u>Invest. & fonct.</u>
Activités d'enseignement			
Education préscolaire	---	41 392 \$	48 336 \$
Enseignement primaire	---	765 018 \$	841 174 \$
Enseignement secondaire général	---	992 564 \$	999 847 \$
Formation professionnelle	---	1 263 782 \$	1 128 153 \$
Enseignement particulier	1 000 \$	237 365 \$	193 118 \$
Formation des adultes	---	212 013 \$	202 966 \$
	1 000 \$	3 512 134 \$	3 413 594 \$
Activités de soutien à l'enseignement			
Gestion des écoles et des centres	---	1 039 567 \$	1 149 119 \$
Moyens d'enseignement	3 500 \$	150 131 \$	292 280 \$
Services complémentaires	---	1 830 258 \$	1 958 495 \$
Services pédagogiques et de formation d'appoint	---	374 688 \$	213 288 \$
Animation et développement pédagogique	---	23 301 \$	66 460 \$
	3 500 \$	3 417 945 \$	3 679 642 \$
Activités parascolaires			
Hébergement des élèves			
Services alimentaires	---	707 815 \$	663 818 \$
Transport scolaire			
Services de garde	---	8 801 108 \$	8 110 382 \$
	0 \$	9 508 923 \$	8 774 200 \$
Activités administratives			
Conseil des commissaires et comités	---	(1 671 \$)	4 449 \$
Gestion	---	641 640 \$	703 224 \$
Services corporatifs	---	449 197 \$	238 430 \$
Perfectionnement	---	21 022 \$	5 579 \$
	0 \$	1 110 188 \$	951 682 \$
Activités relatives aux biens meubles et immeubles			
Mobilier, matériel roulant et entr. des biens meubles	26 819 \$	7 998 \$	15 090 \$
Conservation des immeubles	---	66 371 \$	75 116 \$
Entretien ménager	---	51 270 \$	17 467 \$
Consommation énergétique		1 945 \$	
Location d'immeubles	---	---	
Protection et sécurité	---	10 070 \$	12 863 \$
Construction et acquisition d'immeuble	---	---	
Amélioration, transformation et rénovation majeure	205 831 \$	---	238 827 \$
Développement de systèmes informatiques	---		
	232 650 \$	137 654 \$	359 363 \$
Activités connexes			
Financement	---	502 376 \$	540 859 \$
Projets spéciaux	---	578 276 \$	508 614 \$
Rétroactivité			
Ententes de scolarisation			
Sécurité d'emploi	---	---	
Prêts de services	---	1 433 908 \$	1 438 287 \$
Activités extrascolaires	---	1 413 407 \$	1 413 171 \$
	0 \$	3 927 967 \$	3 900 931 \$
Total des revenus spécifiques	237 150 \$	21 614 811 \$	21 079 412 \$

DÉPENSES PAR ACTIVITÉ

ANNEXE B

	<u>Prévisions</u>	<u>Rémunération</u>	<u>Contributions de l'employeur</u>	<u>Frais de déplacement</u>
Act. d'enseignement				
Education préscolaire	8 566 660 \$	7 930 844 \$	839 665 \$	
Enseignement primaire	56 029 389 \$	47 372 390 \$	5 062 323 \$	2 083 \$
Enseignement secondaire général	35 174 578 \$	29 451 086 \$	3 102 602 \$	734 \$
Formation professionnelle	13 700 978 \$	8 418 063 \$	881 505 \$	14 092 \$
Enseignement particulier	15 889 361 \$	14 359 656 \$	1 543 730 \$	18 475 \$
Formation des adultes	5 099 499 \$	3 796 636 \$	388 018 \$	2 171 \$
	134 460 465 \$	111 328 675 \$	11 817 843 \$	37 555 \$
Act. de soutien à l'enseignement				
Gestion des écoles et des centres	22 233 774 \$	18 277 108 \$	2 060 016 \$	38 929 \$
Moyens d'enseignement	2 565 252 \$	1 546 539 \$	191 282 \$	1 756 \$
Services complémentaires	14 649 536 \$	12 166 994 \$	1 372 296 \$	76 493 \$
Services péd. et de formation d'appoint	5 225 312 \$	4 189 147 \$	452 094 \$	14 648 \$
Animation et développement pédagogique	3 669 860 \$	2 411 779 \$	241 817 \$	36 799 \$
	48 343 734 \$	38 591 567 \$	4 317 505 \$	168 625 \$
Act. parascolaires				
Hébergement des élèves	2 250 \$			-
Services alimentaires	328 087 \$	267 137 \$	32 692 \$	-
Transport scolaire	9 832 445 \$			-
Services de garde	8 704 342 \$	11 303 022 \$	1 468 751 \$	8 382 \$
	18 867 124 \$	11 570 159 \$	1 501 443 \$	8 382 \$
Act. administratives				
Conseil des commissaires et comités	(5 222 242 \$)	201 934 \$	13 999 \$	17 229 \$
Gestion	7 089 324 \$	5 553 342 \$	611 262 \$	48 937 \$
Services corporatifs	5 044 786 \$	1 433 714 \$	164 648 \$	17 161 \$
Perfectionnement	872 805 \$	246 948 \$	33 514 \$	259 344 \$
	7 784 673 \$	7 435 938 \$	823 423 \$	342 671 \$
Act. relatives aux biens meubles et immeubles				
Mobilier, mat. roulant et entr. des biens meubles	448 471 \$	18 498 \$	2 193 \$	-
Conservation des immeubles	5 596 \$	2 614 387 \$	340 016 \$	113 376 \$
Entretien ménager	6 666 812 \$	4 133 682 \$	526 032 \$	3 179 \$
Consommation énergétique	5 186 872 \$			
Location d'immeubles	268 356 \$			
Protection et sécurité	263 648 \$	160 952 \$	20 396 \$	
Construction et acquisition d'immeuble	---			
Amélioration, transf. et rénovation majeure	8 275 363 \$	5 725 \$	470 \$	
Développement de systèmes informatiques	620 798 \$	266 893 \$	30 346 \$	5 019 \$
	27 326 074 \$	7 200 137 \$	919 453 \$	121 574 \$
Act. connexes				
Financement	7 815 244 \$			
Projets spéciaux	3 800 008 \$	788 353 \$	88 560 \$	84 097 \$
Rétroactivité	72 671 \$	72 850 \$	6 391 \$	278 \$
Ententes de scolarisation	1 114 695 \$			
Sécurité d'emploi	70 \$	82 237 \$		
Prêts de services	131 204 \$	1 373 364 \$	135 457 \$	
Activités extrascolaires	365 546 \$	28 907 \$	5 975 \$	29 869 \$
	13 369 368 \$	2 345 711 \$	236 383 \$	114 244 \$
	250 151 438 \$	178 472 187 \$	19 616 050 \$	793 051 \$

% des dépenses par nature (excluant le financement)

71,44%

7,85%

0,32%

DÉPENSES PAR ACTIVITÉ

ANNEXE B (SUITE)

	Autres dépenses	Mobilier, app. & outillage	Total des dép. 2002	Total des dép. 2001	% par act. 2002
Act. d'enseignement					
Education préscolaire	91 782 \$	703 \$	8 862 994 \$	8 262 426 \$	3%
Enseignement primaire	1 231 048 \$	326 931 \$	53 994 775 \$	53 332 981 \$	21%
Enseignement secondaire général	791 954 \$	337 146 \$	33 683 522 \$	33 869 585 \$	13%
Formation professionnelle	1 954 479 \$	1 716 254 \$	12 985 013 \$	12 674 868 \$	5%
Enseignement particulier	237 787 \$	93 264 \$	16 252 912 \$	15 594 120 \$	6%
Formation des adultes	343 241 \$	5 432 \$	4 535 498 \$	4 393 869 \$	2%
	4 650 291 \$	2 479 730 \$	130 314 714 \$	128 127 849 \$	50%
Act. de soutien à l'enseignement					
Gestion des écoles et des centres	2 073 699 \$	13 310 \$	22 463 062 \$	21 581 849 \$	9%
Moyens d'enseignement	538 394 \$	789 518 \$	3 067 489 \$	4 368 334 \$	1%
Services complémentaires	1 310 592 \$	63 540 \$	14 989 915 \$	14 995 907 \$	6%
Services péd. et de formation d'appoint	499 558 \$	22 559 \$	5 178 006 \$	4 595 459 \$	2%
Animation et développement pédagogique	77 827 \$	5 173 \$	2 773 395 \$	3 164 784 \$	1%
	4 500 070 \$	894 100 \$	48 471 867 \$	48 706 333 \$	19%
Act. parascolaires					
Hébergement des élèves	1 900 \$		1 900 \$	5 500 \$	0%
Services alimentaires	509 826 \$	812 \$	810 467 \$	681 312 \$	31%
Transport scolaire	9 961 866 \$	3 275 \$	9 965 141 \$	10 009 322 \$	4%
Services de garde	1 874 906 \$	146 826 \$	14 801 887 \$	13 808 539 \$	6%
	12 348 498 \$	150 913 \$	25 579 395 \$	24 504 673 \$	10%
Act. administratives					
Conseil des commissaires et comités	42 965 \$		276 127 \$	274 047 \$	0%
Gestion	646 597 \$	1 407 \$	6 861 545 \$	6 725 089 \$	3%
Services corporatifs	2 312 096 \$	473 955 \$	4 401 574 \$	4 099 732 \$	2%
Perfectionnement	159 828 \$		699 634 \$	664 659 \$	0%
	3 161 486 \$	475 362 \$	12 238 880 \$	11 763 527 \$	5%
Act. relatives aux biens meubles et immeubles					
Mobilier, mat. roulant et entr. des biens meubles	108 318 \$	561 587 \$	690 596 \$	840 510 \$	27%
Conservation des immeubles	2 565 859 \$	34 172 \$	5 667 810 \$	5 174 724 \$	2%
Entretien ménager	2 205 446 \$	29 868 \$	6 898 207 \$	6 806 376 \$	3%
Consommation énergétique	4 777 648 \$		4 777 648 \$	5 484 278 \$	2%
Location d'immeubles	268 494 \$		268 494 \$	275 524 \$	10%
Protection et sécurité	258 244 \$		439 592 \$	474 934 \$	0%
Construction et acquisition d'immeuble					0%
Amélioration, transf. et rénovation majeure	6 043 535 \$	16 130 \$	6 065 860 \$	6 510 477 \$	2%
Développement de systèmes informatiques	226 979 \$	107 679 \$	636 916 \$	635 961 \$	25%
	16 454 523 \$	749 436 \$	25 445 123 \$	26 202 784 \$	10%
Act. connexes					
Financement	9 047 449 \$		9 047 449 \$	10 887 115 \$	3%
Projets spéciaux	2 664 443 \$	60 369 \$	3 685 822 \$	2 260 947 \$	1%
Rétroactivité			79 519 \$	1 014 717 \$	3%
Ententes de scolarisation	1 112 892 \$		1 112 892 \$	1 302 550 \$	43%
Sécurité d'emploi			82 237 \$	2 884 \$	3%
Prêts de services			1 508 821 \$	1 738 685 \$	6%
Activités extrascolaires	1 218 340 \$	12 340 \$	1 295 431 \$	1 346 416 \$	1%
	14 043 124 \$	72 709 \$	16 812 171 \$	18 553 314 \$	6%
	55 157 992 \$	4 822 250 \$	258 862 150 \$	257 858 480 \$	100%
% des dépenses par nature	18,46%	1,93%	100,00%		